Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

106-2 | 2018

Métropoles alpines. Vers une nouvelle alliance entre villes et montagnes ?

Métropoles alpines. Vers une nouvelle alliance entre villes et montagnes ?

Marie-Christine Fourny

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/4216>

DOI : 10.4000/rga.4216

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Alpine Metropolis. Towards a New Partnership Between Towns and Mountains? - URL : <https://journals.openedition.org/rga/4223> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

Marie-Christine Fourny, « Métropoles alpines. Vers une nouvelle alliance entre villes et montagnes ? », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 106-2 | 2018, mis en ligne le 03 septembre 2018, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/4216> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.4216>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Métropoles alpines. Vers une nouvelle alliance entre villes et montagnes ?

Marie-Christine Fourny

Ce travail a bénéficié d'une aide de l'ANR au titre du programme LABEX ITEM ANR-10-LABX-50-01.

- 1 Ce numéro invite à remettre en débat la question de la relation entre villes et montagnes, à l'aune de la métropolisation. Pourquoi *remettre* en débat ? Il y a près de 20 ans maintenant, la *Revue de Géographie Alpine* (qui n'était pas encore *Journal of Alpine Research*) consacrait deux numéros successifs à la ville alpine. La relation villes-Alpes était alors abordée de deux manières différentes : à travers l'identité alpine pour une part, du développement économique d'autre part. L'entrée économique permettait d'examiner les effets de milieu et notamment de la morphologie montagnarde au prisme des modèles de la polarisation. Elle amenait à un constat nuancé, montrant que si on pouvait faire état de « facteurs alpins spécifiques, tels que le relief, les traditions, l'accessibilité et la faible densité de population » (Perlik, 1999) la trajectoire de ces villes ne les distinguait pas des autres entités de même taille en Europe.
- 2 Le second volume abordait les représentations et les discours amenant à l'identification des villes alpines. Il montrait là encore l'impossibilité de définir des caractères communs aux villes des Alpes, voire même la difficulté à délimiter la ville alpine face à la dilution du fait urbain ou à la variabilité des découpages régionaux. La qualité alpine apparaissait avant tout comme un construit, politique, social ou scientifique, brandi pour ses capacités à susciter des appartenances mobilisatrices et des images valorisantes. La ville alpine constituait un argument discursif performatif, support d'un projet politique ou idéologique, qu'il soit d'appropriation territoriale (la « capitale » alpine), de « club » (réseaux de villes) ou de promotion du développement durable (label Villes des Alpes de l'Année).
- 3 Les deux numéros montraient finalement que le sens que l'on pouvait donner à la ville alpine n'était pas – ou plus – d'ordre économique ou fonctionnel, mais d'ordre

symbolique, se jouait dans l'appartenance et dans la force des images plutôt que dans l'exploitation des ressources naturelles ou humaines de la montagne. Autrement dit, *la ville alpine*, dans les significations qu'on pouvait lui donner à la fin du vingtième siècle, ne pouvait être confondue avec la *ville des Alpes*, au sens où on l'entendait au début du même siècle.

- 4 Les évolutions contemporaines de l'urbain ont mis depuis la question de la métropolisation au devant de la scène. Dans les différents pays alpins, les aires métropolitaines grandes ou moyennes, de Munich, Milan, Turin, Genève, du sillon alpin..., englobent des espaces de montagne non plus seulement par des interdépendances économiques ou foncières, mais aussi d'un point de vue juridique, stratégique ou culturel. Les réformes territoriales, en particulier en France et en Italie, ont ainsi conféré un statut métropolitain à des aires urbaines vastes qui pour certaines intègrent des communes de montagne. Au niveau européen, la stratégie macro-régionale de l'arc alpin (SUERA) redessine les limites politiques de la zone alpine en y incluant les aires métropolitaines. Par ailleurs, les valeurs culturelles, paysagères et récréatives de la montagne ont une importance croissante dans le développement économique des agglomérations de piémont, et continuent à faire des versants de vallée des espaces pour le déploiement des aires urbaines. En certains aspects, la métropolisation témoigne de la vivacité de vieilles questions qui loin d'avoir trouvé une solution, se posent avec plus d'acuité : protection des ressources naturelles, préservation du foncier, banalisation culturelle, devenir économique... Mais il ne s'agit pas seulement d'une nouvelle intensité : le phénomène, par son étendue-même, entraîne une complexité et une originalité des processus d'urbanisation, qui suggèrent une transformation profonde du rapport entre espaces urbains et espaces de montagne.
- 5 Ce numéro dès lors s'interroge sur l'existence et les formes d'une nouvelle territorialité : la « métropole montagne » est-elle seulement une ville alpine plus étendue ou bien cette intégration entre espaces montagnards et urbains conduit-elle à des productions inédites ? Que nous dit-elle sur la transformation des relations politiques, sociales et économiques entre villes et montagnes, aussi bien dans les imaginaires que dans l'action territoriale qui les actualise ? La « nouvelle alliance » qu'évoque notre titre est une hypothèse qui renvoie à la mise en œuvre et à la gestion d'une intégration territoriale dont la ville ou la métropole alpine contemporaine seraient représentatives : peut-on voir là un dépassement des hiérarchies centres-périphéries ou de la dissociation entre ville et nature ? Par-delà la connaissance sur le processus lui-même, le questionnement a aussi une portée épistémologique. La gestion des régions urbaines demande de nouveaux récits propres à fonder la cohésion de ces territoires complexes. Or ces récits sont porteurs de discours et de représentations sur la ville et sur la montagne dont ils redéfinissent le rapport. Si les recompositions liées à la métropolisation en montagne produisent de nouveaux territoires, elles peuvent également resignifier ces catégories génériques de ville et de montagne. Les représentations cognitives en effet orientent l'aménagement mais de manière réciproque, l'action publique modifie les représentations dans les discours ou par les pratiques qu'elle induit (Debarbieux et Fourny, 2004). La métropolisation, dès lors, peut-elle redéfinir les objets géographiques qu'elle réagence ? Les travaux menés sur les processus de mise en image de la ville et de la montagne montrent bien que celles-ci renvoient à des catégories géographiques consubstantiellement antagonistes (Debarbieux, 1999) : leurs attributs, leur délimitation spatiale et les valeurs identitaires

auxquelles elles renvoient puisent dans un rapport d'altérité propre aux représentations modernes du monde, et dans l'opposition entre monde civilisé et monde sauvage. La métropole-montagne tient donc quelque part de l'oxymore ! Mais quels en sont les effets sur la construction métropolitaine ? L'alliance des contraires est-elle concevable lorsqu'il s'agit d'organiser et de penser un territoire ? Ou bien ce processus associant métropolisation et montagne – étonnant en regard de représentations héritées, aussi bien scientifiques que sociales – amène-t-il à redéfinir les notions d'urbain ou de montagnard, voire même de territoire ? Cette portée épistémologique est éprouvée tout au long de ce numéro, nous y reviendrons.

- 6 L'ensemble des articles défend l'idée d'une recomposition profonde des relations territoriales. Manfred Perlik ouvre le débat avec une perspective à la fois régionale et sur la longue durée qui montre l'épuisement du modèle centre-périphérie, sans pour autant que tous ses caractères aient disparu. Les monographies le confirment. Tous les auteurs sont unanimes sur le fait que la relation entre ville et montagne ne se pose plus de manière dualiste, dans la confrontation entre deux catégories spatiales mais dans leur articulation. La figure qui en résulte prend des intitulés différents : métro-montagne, métropole montagne, montagne métropolitaine ... qui révèlent une conceptualisation encore instable, mais cherchent tous à désigner l'intégration. Il s'agit, comme le dit Corrado, de désigner une entité de « couture » qui valorise les échanges tout en reconnaissant les différences et les considérant comme une valeur ajoutée. Les régions urbaines évoquées : Grenoble, Chambéry, Annecy, Nice, Trento, Turin, Pinerolo sont françaises et italiennes, et donc dans des contextes nationaux marqués par les réformes territoriales et par la mise en place d'un statut pour les métropoles. Les études de cas s'inscrivent clairement dans ce cadre et développent l'analyse du rapport ville-montagne au travers des modes d'actions accompagnant l'institutionnalisation. En conséquence, la plupart des textes renvoie à des procédures d'aménagement ou à la planification : Corrado et Bertolino examinent différents plans stratégiques, Balaye, Bienvenu, Landel et Debizet les démarches des TEPOS (Territoires à Énergie Positive), Roux analyse les diagnostics, Ambrosino et Buyck s'interrogent sur les projets de sol... Les questions ne sont donc plus celles posées en 1999, du devenir ou des spécificités de la ville alpine : celle-ci existe de facto. Mais cette métropole montagne décrétée doit être construite, et l'ensemble de ces auteurs en montre l'élaboration empirique dans les pratiques et les réflexions liées à son aménagement opérationnel. Or les analyses révèlent – et là encore de manière unanime – la difficulté à représenter et à construire cette nouvelle territorialité. Elles montrent l'absence d'un modèle, une pensée qui se cherche. L'analyse des modes de faire est donc d'autant plus importante que les références sont à trouver ou à redéfinir : les bio-régions d'Alberto Magnaghi sont évoquées par Corrado et Dematteis, Ambrosino et Buyck examinent la pertinence du projet de sol, l'interterritorialité est souvent citée. Mais visiblement sans constituer un référentiel suffisamment mûr pour donner lieu à une déclinaison opérationnelle.
- 7 Toutefois, d'une expérimentation locale à une autre, se dessinent les contours d'une territorialité duale. Les auteurs partagent ainsi une lecture relationnelle des espaces : un territoire hétérogène exige des interactions, à défaut de similitudes. Ces relations sont décrites en termes d'échanges et non pas dans un rapport de pouvoir inégal à l'instar du rapport centre-périphérie. Dematteis insiste sur la réciprocité et en propose des indicateurs, Roux indique la nécessité d'une interconnaissance, Balaye et *alii* renvoient à « l'égalité-relation » de Rosavallon, Perlik en appelle à la solidarité, Gretter

examine les modèles associatifs et coopératifs que la gestion des biens communs, anciens ou nouveaux, peut renouveler. Le corpus sémantique utilisé révèle de lui-même cette transformation des représentations territoriales que Federica Corrado appelle de ses vœux pour qu'elle suscite une nouvelle vision stratégique.

- 8 La mise en œuvre de ce cadre conceptuel relationnel se traduit par l'émergence de nouveaux opérateurs, – objets, supports ou indicateurs par lesquels peuvent se penser et se construire les liens. Du point de vue de l'organisation de l'espace, Ambrosino et Buyck proposent de structurer cet ensemble ville montagne en s'appuyant sur les vides et les espaces intermédiaires. Ce qui a l'avantage d'inverser la position centrale de l'urbain : la ville est naturalisée au lieu que la périphérie soit urbanisée, ou pour le moins pensée au prisme de l'urbain. Corrado évoque une coopération aux frontières, Bertolino définit Pinerolo en tant que centre de coordination des relations entre espaces, le définissant ainsi en fonction de sa place dans les échanges et non en fonction d'une position de force. Ces modalités ne traduisent pas seulement une vision réticulaire de l'espace, qui ne serait pas nouvelle, elles révèlent plus profondément une perspective qu'on pourrait appeler *tissulaire*. Au-delà du système de circulation qu'est le réseau, il s'agit en effet de tisser des continuités spatiales, de donner véritablement un *sol* commun, comme le montrent justement Ambrosino et Buyck. Cela demande de travailler l'agencement des parties ou, pour reprendre la notion de Deleuze citée par ces deux auteurs, de penser les *plis* du territoire, des plis qui invitent à observer des facettes multiples et des positions territoriales toujours changeantes, qui considèrent un tissu territorial comme une forme souple plutôt qu'une structure. Les échanges analysés dans les articles rendent également possible l'idée de symétrie dans les relations. Les questions de l'énergie, de la ressource en eau, de l'alimentation, des loisirs établissent sinon une vraie réciprocité, au moins des flux bidirectionnels, d'où est issue la notion de service écosystémique. La montagne spécifie ce système par sa verticalité. Dans une analyse territoriale s'inscrivant dans un paradigme écologique, la pente donne une valeur stratégique aux espaces du haut, si l'on considère par exemple l'eau, la vue (cf. le panoscopisme¹), ou les températures.
- 9 Plusieurs articles interrogent plus particulièrement les conditions de réalisation d'une structuration territoriale fondée sur un paradigme relationnel. Elles passent par une mesure des échanges, dont Dematteis rend compte par les indicateurs de réciprocité élaborés pour la planification turinoise. Elles nécessitent une gouvernance particulière, dont on voit la construction dans les projets de TEPOS, ou dans les processus participatifs à Trento. Mais au-delà d'une représentation en termes d'échanges bidirectionnels, et de réciprocité dans les flux énergétiques ou les systèmes écologiques, au-delà de l'ingénierie spécifique qui peut la mettre en œuvre, quid des déséquilibres cognitifs et culturels ? Roux montre l'inégalité dans la culture aménagiste et dans les moyens d'action, Perlik s'interroge sur la capacité des espaces de montagne à définir des projets autonomes : quelle pourra être l'expression d'une identité alpine qui ne serait pas dans le repli et l'opposition ? Il l'aborde notamment du point de vue de la construction régionale. La formation de métropoles inscrites dans des réseaux nationaux ou internationaux différents ne risque-t-elle pas de produire une segmentation entre régions concurrentes ? La macro région pourrait contrecarrer ce mouvement centrifuge. Dematteis rappelle qu'un modèle fondé sur la réciprocité ne se fera pas de manière spontanée. La montagne peut représenter une ressource, les échanges peuvent être abordés dans leur dimension écologique, à condition toutefois que l'action soit portée par des engagements en faveur de l'environnement. L'exemple

de la métropole niçoise par Lauranne Jacob en donne une illustration. L'imposition de projets répondant aux demandes des urbains s'est d'après elle renforcée dans la zone de montagne métropolitaine. Elle révèle le risque d'un nouveau dualisme entre une centralité « culturelle » et une périphérie fonctionnelle, comme l'indique Dematteis. La réciprocité dans les transactions doit donc se mettre en place au niveau politique. Balaye, Bienvenu, Landel et Debizet en posent un principe intéressant à travers la notion de communalité « comprise comme la capacité à délibérer ensemble, c'est à dire mettre en débat, décider puis agir ». Elle exige plus largement une *capabilité* territoriale (Sen, 2008 ; Debuisson, 2014) des communes de montagne pour construire une relation symétrique, à la fois politique et culturelle.

- 10 La question de la métropolisation en montagne place finalement la montagne là où on ne l'attendait pas : comme laboratoire d'un renouvellement d'une territorialité métropolitaine. Il s'y joue une transformation des rapports centre-périphérie, fonction de la transformation des paradigmes de la valeur spatiale. Les facteurs du changement ne sont pas propres à la montagne, mais sa force symbolique, conjuguée avec des qualités esthétiques, sensorielle et récréatives élevées, ainsi que des systèmes écologiques particuliers, donne peut-être une valeur plus élevée à son environnement naturel, facilitant une nouvelle position pour ces régions.
- 11 Ce renouvellement n'est pas seulement d'ordre politique, il est aussi spatial. Le rapport nature-culture ne semble plus devoir s'inscrire dans une division de l'espace et différencier les catégories de ville et de la montagne. Dans cette mise en place d'une territorialité métropolitaine, la présence de la montagne permet de faire *descendre*, symboliquement et physiquement, la nature dans les espaces urbains et, paradoxalement, d'y construire une manière de faire et penser la ville durable.

BIBLIOGRAPHIE

- Debarbieux B., 1999.- « Figures combinées de la ville et de la montagne. Réflexion sur les catégories de la connaissance géographique, *Revue de géographie alpine*, tome 87, n° 1, pp. 33-49
- Debarbieux B., Fourny M.-C., 2004.- *L'effet géographique. Construction sociale, appréhension cognitive et configuration matérielle des objets géographiques*, Grenoble, Editions de la MSH
- Debuisson M., 2014.- *Les modes d'interaction pour une dynamique territoriale soutenable : un apport à l'écologie territoriale*. Thèse de doctorat, Centre de Recherche et d'Études Interdisciplinaire sur le Développement Durable (CREIDD), Université de Technologie de Troyes.
- Perlik M., 1999.- « Les Alpes, les villes petites et moyennes et l'Europe. Les villes des Alpes, partie intégrante d'un système de villes européenne », *Revue de Géographie Alpine*, n° 2, pp. 9-21.
- Sen A., 2008.- *Éthique et économie*, PUF, Paris, 2008
- Rozenholc C. et Céleste P., 2019 à paraître.- « Panoscopisme », in *Les sans-mots de l'habitabilité et de la territorialité*, sous la dir. de R. Lajarge et MC Fourny, Grenoble, UGA éditions.

NOTES

1. Le *panoscopisme* est un néologisme défini par l'abus d'implantation de nouvelles constructions sur des points hauts, dominant le paysage, sans se préoccuper de la vue que celles-ci imposent à ceux qui les regardent. (Rozenholc et Céleste, 2019)

AUTEUR

MARIE-CHRISTINE FOURNY

Marie-Christine Fourny est professeure de l'université Grenoble-Alpes et membre du laboratoire PACTE. Elle coordonne le LabEx Innovation et territoires de montagne (ITEM), dont les thèmes de recherche portent sur les formes et capacités d'adaptation des régions de montagne face au changement global. Elle s'intéresse plus particulièrement aux effets des nouvelles représentations de l'environnement montagnard dans les recompositions territoriales.